

| Marché public de fournitures courantes et services | |
|---|---|
| Intitulé du marché | Service de gestion d'abonnements à des périodiques réguliers édités en Italie, Espagne, Grèce et au Portugal, sur tous supports, en histoire de l'art et archéologie |
| Pouvoir adjudicateur | Institut national d'histoire de l'art 2, rue Vivienne 75002 Paris |
| Procédure | Procédure adaptée passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique |
| Marché n° | 2025 - 005 |

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

Le mardi 13 mai 2025 à 12h00

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------------------------|
| ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.2 – ALLOTISSEMENT | 3 |
| 1.3 – FORME DU MARCHÉ ET PROCÉDURE DE CONSULTATION | 3 |
| 1.4 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES : | 3 |
| 1.5 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.6 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS | 3 |
| 1.7 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE | 4 |
| ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.1 - DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXECUTION | 4 |
| 2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES | 4 |
| 2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES | 4 |
| 2.4 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE FINANCEMENT | 4 |
| ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| 3.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| 3.2 – MODIFICATIONS APPORTÉES EN COURS DE CONSULTATION | 5 |
| ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| 4.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE | 6 |
| 4.2 - MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES DOCUMENTS | 8 |
| ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES | 8 |
| 5.1 - SÉLECTION DES CANDIDATURES | 8 |
| 5.2 - JUGEMENT DES OFFRES | 8 |
| 5.3 - DISCORDANCE CONSTATÉE DANS L'OFFRE D'UN CANDIDAT | 9 |
| 5.4 – ÉCHANTILLONS À REMETTRE | ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI. |
| ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS (HORS ÉCHANTILLONS) | 9 |
| 6.1 SE PRÉPARER POUR UNE RÉPONSE DÉMATÉRIALISÉE SUR PLACE | 9 |
| 6.2 RÉPONDRE ÉLECTRONIQUEMENT | 10 |
| ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 10 |
| ARTICLE 8 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS | 10 |

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : La prestation de service de gestion d'abonnements de périodiques réguliers édités en Italie, Espagne, Grèce et au Portugal, sur tous supports, au titre à titre.

Pouvoir adjudicateur : Institut National d'Histoire de l'Art (INHA), représenté par son Directeur général en exercice.

Lieu(x) d'exécution : 2, rue Vivienne - Paris (2e)

1.2 – Allotissement

Le présent marché relève d'un marché alloti déjà existant.

1.3 – Forme du marché et procédure de consultation

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec un montant maximum de 170 000 € sur la durée totale du marché, reconductions incluses.

La procédure utilisée est la procédure adaptée passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

1.4 - Réalisation de prestations similaires :

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent marché pour un montant maximum de 90 000 euros HT.

1.5 - Décomposition de la consultation

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidat individuel et/ou en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement.

1.7 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

| <i>Classification principale</i> | |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| 92510000-9 | Services de bibliothèques et archives |
| 92511000-6 | Services de bibliothèques |

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché débute à compter de sa notification, pour une période initiale courant jusqu'au 1^{er} octobre 2026.

Le marché peut être reconduit par période d'un (1) an, au maximum une (1) fois.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il en informera le Titulaire par écrit au moins quatre (4) mois avant la fin de la durée de validité du marché. La reconduction du marché est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

La reconduction du marché sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les conditions définies au CCAP et au CCTP.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Dans les cas où un bon de commande aurait une durée d'exécution allant au-delà de la période de validité de l'accord-cadre, l'Institut ne pourrait pas fixer une durée telle que l'exécution de celui-ci se prolonge dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres, telle que prévue en page de garde du présent règlement de la consultation.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé par le pouvoir adjudicateur.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC- document non contractuel) ;
- L'acte d'engagement (AE- document contractuel) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP-document contractuel) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP-document contractuel) commun à tous les lots ;
- Une simulation de commandes ;
- Le cadre de réponse technique.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisée.

3.2 – Modifications apportées en cours de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

En cas de nécessité, l'INHA pourra reporter la date limite de réception des offres initialement fixée et figurant en page de garde du présent règlement de la consultation. L'INHA indiquera alors aux candidats la nouvelle date limite de présentation des demandes de renseignements complémentaires dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 7 des présentes.

Les candidats seront alors tenus de remettre leur offre en intégrant l'ensemble des compléments d'information ou modifications apportées au dossier de consultation, sans pouvoir élever aucune contestation de ce chef.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les modifications apportées aux documents en cours de consultation, ainsi que les réponses aux questions posées par les candidats, seront publiées sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur ce site recevront un courrier électronique d'alerte les informant des modifications apportées et les invitant à se rendre sur ce site pour télécharger les documents ajoutés ou modifiés, ainsi que les questions-réponses.

La vigilance des candidats est donc attirée sur l'attention à porter à tout courrier électronique provenant de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr ou de tout courrier électronique ou fax provenant de l'INHA.

Les candidats sont également invités à se rendre régulièrement sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour vérifier l'éventuelle publication d'un avis rectificatif ou d'une question-réponse sur la procédure en cours.

Lors l'inscription sur la plateforme, les candidats sont en outre invités à **indiquer leurs coordonnées (adresse électronique) afin d'être alertés à tout moment de tout évènement relatif à la consultation** (modifications de la consultation, échanges, résultat de la consultation...). Il leur est notamment conseillé de communiquer une adresse consultée quotidiennement et accessible à tout moment par plusieurs personnes au sein de l'entreprise candidate.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après :

4.1.1 Pièces de la candidature :

Les candidats peuvent, à l'appui, de leur candidature, utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ils peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Enfin, ils peuvent remettre les renseignements requis dans ces documents sous forme libre.

Le dossier de candidature doit être complet. Il comprendra à minima les pièces suivantes (originales), datées et signées :

| Liste des documents à fournir | DUME | Hors DUME |
|---|------|-----------|
| Capacité juridique du candidat | | |
| Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) à fournir, le cas échéant, par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant | X | |
| Lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1 ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC1) ; | | X |
| Déclaration du candidat (DC2 ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC2) ; | | X |
| Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique (DC1 ou forme libre) : a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ; | | X |

| | | |
|---|---|---|
| b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. | | |
| La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire | X | X |
| Capacité financière du candidat | | |
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine d'activité objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre) ; | | X |
| Capacités techniques et professionnelles | | |
| Présentation d'une liste pertinente des principaux services fournis au cours des trois dernières années dans des domaines similaires ou analogues à ceux objets du présent marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; | X | X |
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ; | X | X |

En l'absence de référence, le candidat pourra, par tout autre moyen à sa convenance considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur, justifier de ses capacités techniques ou professionnelles pour réaliser les prestations.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen, notamment une attestation bancaire ou la preuve d'une assurance contre les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ou tout autre moyen approprié pour justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

4.1.2 Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant les documents originaux suivants :

- L'acte d'engagement (A.E.) **à compléter intégralement** ;
- La simulation de commandes **à compléter intégralement sous format excel** ;
- Le cadre de réponse technique **à compléter par le candidat** ;
- Une carte de visite indiquant les coordonnées (numéro de téléphone et adresse mail) de la personne ou du service auprès duquel les correspondances relatives à l'analyse ou l'attribution du marché pourront être adressées ;
- Tout autre document jugé utile et nécessaire à la réalisation de l'étude.

4.2 - Modalités de présentation des documents

Le dossier sera transmis par voie électronique au moyen d'un dossier contenant deux dossiers distincts : l'un comportant les pièces de candidature et l'autre les pièces de l'offre.

Les informations et documents de la réponse seront en langue française, et envoyés **par voie électronique**, dans les conditions précisées à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

La signature des documents est possible (voir annexe 1 concernant les offres électroniques) dès le dépôt de la réponse mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre les éléments requis pour leur candidature par le biais d'un espace de stockage numérique. Les candidats ont, notamment, la possibilité d'accéder à un tel espace de stockage numérique, appelé « coffre-fort », sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Dans le cas où il souhaiterait utiliser un tel espace de stockage numérique, le candidat devrait indiquer à l'annexe 3 de l'acte d'engagement (AE) toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace. Les conditions minimales requises d'utilisation de cet espace sont précisées dans l'annexe susvisée.

L'accès à cet espace devra être gratuit et accessible jusqu'à l'attribution du marché. Les documents déposés sur cet espace devront pouvoir être téléchargés par le pouvoir adjudicateur et devront être en cours de validité à la remise de l'offre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et dans les conditions prévues aux articles R. 2142-1 à R. 2152-13 du code de la commande publique.

5.1 - Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont, sans hiérarchie ni pondération :

Capacités techniques
Garanties et capacités financières
Capacités professionnelles

Conformément aux dispositions des articles L. 2142-1 et R. 2144-7 du code la commande publique, tout candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne présentant pas des capacités suffisantes pour assurer l'exécution du marché, ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, pourra voir sa candidature déclarée irrecevable et être éliminé.

5.2 - Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| <i>Critère de jugement des offres</i> | <i>Points</i> |
|---|---------------------|
| Critère 1 : Valeur technique de l'offre jugée au regard des éléments suivants : | 60 points |
| <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous critère 1.1</u> : Pertinence des modalités et moyens de recherche mis en œuvre pour un service de qualité pour la gestion d'abonnements de périodiques de niveau académique ; | <i>13,75 points</i> |
| <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous-critère 1.2</u> : Modalités et procédures mises en œuvre pour assurer le suivi des commandes et respecter les délais ; | <i>13,75 points</i> |
| <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous-critère 1.3</u> : Adéquation des moyens logistiques et humains mis à disposition pour un service de livraison et d'information rapide et efficace ; | <i>13,75 points</i> |
| <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous-critère 1.4</u> : Qualité du service après-vente et de la gestion de la relation clients | <i>13,75 points</i> |
| <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous-critère 1.5</u> : Qualité environnementale de la prestation | <i>5 points</i> |
| Critère 2 : Prix des prestations analysés sur la base de la simulation de commandes incluant les taux de remise et frais de gestion | 40 points |

La somme des notes obtenues par le candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note totale sur 100 points la plus élevée sera retenue.

5.3 - Discordance constatée dans l'offre d'un candidat

En cas de discordance dans une offre sur le plan du prix proposé, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Les sommes indiquées en lettres prévalent sur les sommes indiquées en chiffre
- Les sommes en hors taxe prévalent sur les sommes indiquées en toutes taxes

Dans le cas où des erreurs de calcul (multiplication, addition, soustraction, ...) ou de report seraient constatées dans l'offre d'un candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Se préparer pour une réponse dématérialisée sur PLACE

Vérifier les [prérequis techniques de la plate-forme](#), et la configuration du poste ;
S'inscrire et s'authentifier sur www.marches-publics.gouv.fr ;
S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise ;
« [se préparer à répondre](#) », en testant la fonctionnalité de remise des plis. Une consultation de test est disponible dans le menu « aide ». Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle. Ce test vous permettra de vous familiariser avec la procédure.

Nous vous invitons à effectuer ces tests avant de remettre vos offres par voie électronique notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Formats de fichiers préconisés : doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : PNG / JPEG.

- ne pas utiliser certains formats, notamment les “.exe”, les formats vidéo ;
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les “macros” ;
 - faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas) ;
- L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Accompagnement : le [support technique de la plate-forme PLACE](#) est à votre disposition pour vous accompagner !

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure limites fixées par le présent règlement, ne seront pas retenues.

6.2 Répondre électroniquement

Les candidats doivent transmettre leur pli par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. **Aucun envoi sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisé.**

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement qui devra donc être rematérialisé sous format papier.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès du pouvoir adjudicateur tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre. A cet effet, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**, une demande sur la plateforme PLACE.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

Article 8 : Voies et délais de recours

Les candidats peuvent obtenir tous renseignements sur les voies et délais de recours auprès du greffe du Tribunal administratif de Paris, aux coordonnées suivantes :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46